



FRUSTRATIONS ET ESPOIRS

Crise politique au Honduras

Le Honduras fait la nouvelle depuis quelques mois. Les rebondissements d'une crise politique complexe multiplient les frustrations et creusent les divisions dans ce pays d'Amérique centrale. À notre invitation, M^{gr} Réal Corriveau, p.m.é., rappelle le contexte et les enjeux de cette crise. Il discerne aussi une opportunité à saisir pour des changements répondant aux attentes de justice du peuple hondurien
(LA RÉDACTION)



CRÉDIT PHOTO: F. Vincent

Le coup d'État du 28 juin 2009, menant à la destitution et à la déportation du président du Honduras, Manuel Zelaya Rosales, passera sans doute à l'histoire comme un point de repère important dans la vie politique de ce pays d'Amérique centrale. Il s'agit bien d'un coup d'État civil réalisé avec l'aide des forces armées et non d'un coup d'État militaire traditionnel comme ceux que nous avons connus dans le passé au Honduras et ailleurs en Amérique latine.

Un peu d'histoire récente

Pour comprendre ce qui se passe, rappelons le passé récent. Il y a quatre ans, le 29 novembre 2005, Manuel Zelaya Rosales est élu président du Honduras avec une faible majorité, environ 26% des votes. Je pense que l'accès au pouvoir de Mel, comme on l'appelle familièrement, vient surtout du fait qu'il a été directeur national du FHIS (*Fondo Hondureño de Inversión Social*), une agence gouvernementale ayant accès à des fonds internationaux pour le développement socio-économique des milieux les plus pauvres du pays. Grâce à ce poste, il a pu visiter les populations pauvres du Honduras, connaître leur situation et les aider dans des petits projets communautaires.

Devenu président, Mel se montre peu à peu très attentif à cette réalité de la pauvreté. Il gouverne sans trop tenir compte des institutions gouvernementales et de la constitution du pays. Il répète souvent que c'est le peuple qui doit décider et que la constitution actuelle n'est pas faite pour un pays pauvre comme le Honduras. Il affirme aussi que le pays n'a pas besoin du Fonds monétaire international (FMI) ni des autres institutions financières dont les décisions affectent la vie des populations latino-américaines.

Étant en contact avec Hugo Chávez, le président du Venezuela, il fait entrer le Honduras dans l'ALBA (*Alianza Latinoamericana Bolivariana*). Cette alliance apporte une aide économique intéressante aux pays membres, pensons au pétrole, mais flirte en même temps avec le « *chavismo* », ce projet de Hugo Chávez relié au socialisme de Cuba et aux projets d'Evo Morales de la Bolivie, de Rafael Correa de l'Équateur et de Daniel Ortega du Nicaragua. Ce rapprochement avec les pays de l'ALBA provoque l'éloignement, puis la rupture du président hondurien avec les classes dirigeantes du pays.

Un discours présidentiel nouveau

En effet, Mel révèle ouvertement la situation de pauvreté et de misère dans laquelle vit le peuple hondurien, un dis-



cours nouveau de la part d'un président de ce pays pauvre et sous-développé. Il propose une nouvelle constitution, de nouvelles lois. Il identifie clairement les groupes possédant le pouvoir économique dans le pays. Ce discours attire une grande partie du peuple majoritairement pauvre, de même que la classe moyenne. La veille de Noël 2008, Mel augmente le salaire minimum de 62%, ce qui provoque une grande satisfaction chez les travailleurs et une réaction fort négative de la part de l'entreprise privée.

En même temps, Mel se distancie ouvertement de son propre parti politique, le parti libéral. Mettant de plus en plus l'accent sur un projet socialiste en vue de sortir le peuple de sa misère, il effraie les riches, les médias, les entreprises privées, ce qui provoque une réaction de rejet assez prononcée à son égard de la part de plusieurs secteurs de la société.

Une consultation contestée

Quand Mel propose une consultation en vue de réaliser une assemblée constituante pour la réforme de la Constitution, plusieurs y voient un plan du président pour rester au pouvoir afin de réaliser son projet socio-politique dans le cadre d'un prétendu socialisme du XXI^e siècle.

La Cour suprême désapprouve cette consultation qui devait être réalisée le 28 juin 2009, c'est-à-dire cinq mois avant les prochaines élections présidentielles de 2009. De son côté, le Congrès définit cette consultation comme étant illégale.

Comme Mel soutient que c'est le peuple qui mène, on prévoit qu'une bonne majorité de la population se prononcera en faveur d'une réforme de la Constitution et de la tenue d'une assemblée constituante. On prévoit aussi que le président se déclarera très probablement président de l'assemblée constituante et, comme première décision importante, se fera éventuellement accorder un second mandat présidentiel de quatre ans, ce qui va contre la Constitution actuelle selon la Cour suprême et le Congrès.

Face à cette éventualité, la Cour suprême et le Congrès prennent des mesures pour destituer le président et l'empêcher de se présenter avec ou sans élection pour un deuxième terme.

C'est le coup d'État du 28 juin 2009. Mais ce qui aggrave significativement la situation, c'est qu'en plus de destituer le président, on le fait déporter immédiatement avec l'aide des forces armées. Une décision qui coûtera cher à la nation.

Des réactions imprévues

La destitution et la déportation du président du Honduras, élu démocratiquement en 2005, déclenchent au plan international une série de réactions imprévues et déplorables tant pour le pays que pour le gouvernement *de facto* présidé par Roberto Micheletti.

Ici, à l'intérieur du pays, la réaction est majoritairement négative face à une décision et une façon de procéder qui apparaissent comme d'une autre époque. Peu nombreux sont ceux qui auraient pu imaginer un coup d'État de ce genre en 2009. Des manifestations pro-Zelaya et « *antigolpistas* » (opposition au coup d'État) n'ont pas tardé à se produire, les uns exigeant le retour immédiat de Mel, les autres en appelant à la non-reconnaissance de la légalité du gouvernement *de facto*. La majorité silencieuse est assez imposante et discrète, qu'elle soit pour ou contre Zelaya. Très peu osent afficher leur allégeance ouvertement.

À mon avis, l'inattendu pour les « *golpistas* », comme on les appelle, a été la réaction énergique de presque toutes les grandes puissances du monde, particulièrement des pays d'Amérique latine. On n'avait pas prévu que le continent latino-américain, qui a connu toutes sortes de coups d'État, n'accepterait plus cette façon de procéder. L'Organisation des États d'Amérique (OEA) réagit fortement et expulse immédiatement le Honduras de son sein.

Les États-Unis réagissent aussi très fortement, même si l'on peut penser que ce coup d'État ne leur déplaisait pas totalement. Mais le vent diplomatique soufflant dans un autre sens, les États-Unis condamnent et appliquent rapidement des sanctions sévères qui vont faire mal au gouvernement *de facto*, mais surtout au peuple hondurien. En effet, une des premières conséquences de cette condamnation massive a été la suspension de l'aide à des projets de



Une vue de Tegucigalpa, capitale du Honduras.

développement très importants et nécessaires pour la survie de notre peuple. Depuis la suspension de cette aide substantielle, on estime que plus de 100 000 travailleurs se trouvent en chômage, et cela, à tous les échelons de la société.

L'Accord de San José

Pour aider à résoudre la crise politique au Honduras, un protocole d'entente est élaboré à l'extérieur du pays, avec la médiation du président Oscar Arias du Costa Rica. C'est « l'Accord de San José ». Les huit points de cet « accord » sont présentés un peu à la manière d'un dogme inchangeable. Dans la situation épineuse où se trouve le Honduras et compte tenu de la fierté nationale, on aurait dû parler plutôt, me semble-t-il, de la « Proposition de San José » au lieu de « l'Accord de San José ».

Ni Mel Zelaya, ni Roberto Micheletti qui dirige le gouvernement *de facto*, n'acceptent ce prétendu « accord ». La pierre d'achoppement demeure toujours la présidence du pays. Manuel Zelaya, avec l'appui international, compte sur un fort appui de différents secteurs de la population (enseignants, travailleurs, syndicalistes, groupes féministes, etc.) qui exigent son retour immédiat et inconditionnel comme président du pays. De son côté, Roberto Micheletti refuse de céder son

poste, si ce n'est à celui qui sera élu président du pays le 29 novembre 2009, en supposant que les élections prévues à cette date se réalisent de façon normale.

De plus, l'OEA ayant expulsé le Honduras de son sein à cause du coup d'État, on se demande comment cette organisation peut ensuite envoyer son secrétaire, José Miguel Insulza, pour tenter de faire accepter un accord qui prend les allures d'un traitement à saveur coloniale pour notre pays. Tout ceci déclenche donc une réaction de non-recevoir de la part du régime *de facto*, des Zelayistas et de beaucoup d'autres gens.

Si les pays ont évolué face aux coups d'État au cours des dernières décennies, le Honduras lui aussi a évolué, spécialement en ce qui concerne la recherche de solutions à des conflits internes ayant des répercussions internationales. Les termes « autonomie », « souveraineté » et « dignité nationale » désignent souvent une zone sacrée et intouchable, même dans la recherche de solutions à un problème dont les causes sont considérées comme injustifiées et même injustifiables.

Un retour imprévu

Rebondissement inattendu le 21 septembre dernier. Voici que, ce matin-là, nous apprenons soudainement que notre

... une occasion favorable pour une prise de conscience de l'anachronisme de notre situation de pauvreté séculaire, avec tout ce qu'on peut imaginer de dépendance économique et de frustrations.